

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 20 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 septembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société MOTEURS LEROY SOMER**

Boulevard Marcellin-Leroy  
16000 Angoulême

Références : 2025\_1156\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007201394

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 septembre 2025 dans l'établissement de la société MOTEURS LEROY SOMER implanté USINE DU RABION FONDERIE, ZI de Rabion, 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 07/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Une inspection réalisée en 2024 avait permis de clôturer sur certains aspects de celle-ci, mais deux points restaient en attente de régularisation : le contrôle des accès et la mise aux normes des installations électriques au niveau de la "sablerie".

En complément, lors de la présente visite, un contrôle a été effectué dans deux cellules de stockage de produits dangereux, dont les prescriptions sont définies par l'arrêté préfectoral du 9 mai 2017.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEROY SOMER
- USINE DU RABION FONDERIE, ZI de Rabion, 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007201394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Moteurs Leroy Somer appartient au groupe Nidec depuis début 2017.

La fonderie de Rabion a été créée en 1967. Elle emploie actuellement 130 personnes environ.

Elle fabrique des pièces de fonte à graphite sphéroïdal et de la fonte grise à graphite lamellaire.

La fonderie produit pour des clients externes au groupe pour environ 30%.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------|---|--|-----------------------|
| 3  | Local de stockage des produits | Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 4  | Matériel de lutte incendie            | Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 8.13. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 5  | Identification des produits dangereux | Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 10.2. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|---|---|--|--------------------------|
| 1  | Prévention des risques-électricité              | Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 15.1        | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Levée de mise en demeure |
| 2  | Implantation- Aménagement et contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 3.2 et 10.4 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points visés par la mise en demeure du 1<sup>er</sup> septembre 2023 est désormais levé, et l'inspection considère cette mise en demeure comme respectée.

Plusieurs écarts ont, par ailleurs, été identifiés concernant la gestion des cellules de stockage de produits dangereux.

L'exploitant devra, dans les meilleurs mentionnés, fournir les justificatifs demandés ainsi que tout document attestant des dispositifs correctifs mis en œuvre, afin d'apporter une réponse complète aux remarques formulées par l'inspection et de garantir la conformité des installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des risques - électricité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 15.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques-électricité   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente. |

|  |
|--|
| Et article 1 <sup>er</sup> de la mise en demeure du 01/09/2023.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis, lors de l'inspection du 12/09/2025, le courrier de l'APAVE concernant la vérification des installations électriques ainsi que les travaux réalisés au niveau de la sablerie, objet de l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/09/2023.<br>Il est noté que l'ensemble des observations figurant dans le rapport de l'APAVE n°12853484-001-1 du 05/10/2022, ayant conduit à la mise en demeure, ont été levées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure  |

## N° 2 : Implantation-Aménagement et contrôle des accès

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2000, article 3.2 et 10.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 3.2-Clôture<br>Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal et unique, muni d'un portail fermant à clé, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.<br><br>Article 10.4-Contrôle des accès<br>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis, en date du 23/10/2025, une photographie attestant de l'installation du dernier portique. Pour les autres, le constat de la mise en œuvre des portails d'accès avait été réalisé lors de la précédente inspection en date du 14 novembre 2024. En conséquence, <b>l'inspection des installations classées considère que le point mentionné à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1<sup>er</sup> septembre 2023 est satisfait et peut être considéré comme clôturé.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure  |

### N° 3 : Local de stockage des produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

Le local de stockage des produits est constitué de 2 cellules.

Article 11.2.1. Cellule 1

La cellule 1 est munie des éléments suivants :

- des murs coupe-feu degré 2 h sur toute sa périphérie ;
- des ouvertures coupe-feu degré 1 h ;
- une couverture de classe MO ;
- un dispositif de désenfumage à commande automatique conforme à la réglementation ;
- une rétention déportée de 60 m<sup>3</sup> avec obturateur gonflable ;
- deux détecteurs d'incendie reliés au central d'alarme du site .

La cellule est correctement ventilée.

Les quantités de produits maximales présentes dans la cellule 1 sont définies ci-dessous.

| Produits   | Quantités maximales autorisées |
|--|--------------------------------|
| Produits très inflammables (point éclair < 23°)        | 3 050 litres soit 2,36 t       |
| Produits inflammables                                  | 6 m <sup>3</sup> soit 6,6 t    |
| Produits combustibles (point éclair entre 63° et 90°C) | 6 m <sup>3</sup> soit 7,2 t    |
| Produits combustibles                                  | 7,6 m <sup>3</sup> soit 6,90 t |

Article 11.2.2. Cellule 2

Avant le 31 décembre 2017, la cellule 2 est munie des éléments suivants :

- un dispositif de désenfumage conforme aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrulés dégagés en cas d'incendie. Ce dispositif est composé d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local ;
- le raccordement à la rétention déportée de 60 m<sup>3</sup> avec obturateur gonflable.

Les quantités de produits maximales présentes dans la cellule 2 sont définies ci-dessous :

| Produits                                   | Quantités maximales autorisées  |
|--|---------------------------------|
| Liquides combustibles (point éclair 100°)  | 11,6 m <sup>3</sup> soit 10,3 t |
| Liquides combustibles (point éclair 150°)  | 2,6 m <sup>3</sup> soit 2,4 t   |
| Solides inflammables                       | 1 m <sup>3</sup> soit 1,7 t     |
| Solides combustibles (point éclair > 150°) | 22 t                            |

**Constats :**

Lors de l'inspection du 12/09/2025, l'inspection des installations classées a demandé à deux

reprises de connaître l'état des stocks des cellules de produits dangereux.

L'exploitant a transmis ces informations par mail le même jour à 15h55, mais uniquement pour la cellule 1.

L'analyse des données communiquées révèle la présence d'une quantité supérieure de produits très inflammables par rapport aux valeurs autorisées par l'arrêté préfectoral : 3,05 tonnes sont ainsi stockées pour une limite fixée à 2,36 tonnes. Cet écart avait déjà été constaté lors de l'inspection du 7 septembre 2020 (3,258 tonnes relevées), et concernait le même type de produits.

Lors de la visite, une ventilation était en fonctionnement dans la cellule 1.

Par ailleurs, un dispositif de désenfumage à commande automatique est présent dans les deux cellules.

Concernant les capacités de confinement, les données transmises par l'exploitant indiquent que la cuve de 60 m<sup>3</sup> qui fait office de rétention déportée, ne dispose en réalité que d'un volume utile de 53,38 m<sup>3</sup> (L = 7,85 m ; l = 4,00 m ; h = 1,70 m).

Cette cuve de rétention déportée n'était pas vide lors de l'inspection : du liquide était présent sur environ 1 mètre de hauteur.

Le volume disponible de cette rétention en était donc réduit d'autant.

Enfin, un obturateur gonflable est installé dans le conduit reliant les cellules au bassin de rétention déportée. L'exploitant a transmis le document de maintenance réalisé par la société Telestop le 16/06/2025. Cette intervention a permis de vérifier la fonctionnalité du dispositif (alimentation, commande pneumatique, commande électronique locale et à distance, ainsi que l'état général de l'obturateur). L'ensemble de ces éléments a été jugé opérationnel lors de contrôle.

Les ouvertures de la cellule 2 ne disposent pas d'une résistance coupe-feu d'une heure. En effet, elles sont constituées de vitres métalliques de type atelier à simple vitrage.

La cellule de stockage n°2 est équipée d'une porte coupe-feu coulissante donnant vers l'extérieur, dont la bonne fermeture a été testée lors de la visite. Toutefois, Le justificatif de degré coupe-feu n'a pu être présenté par l'exploitant.

Une autre porte coupe-feu du local, à ouverture « anti-panique », présente un espace important entre le battant et le sol qui remet en cause son efficacité de protection (cf. photo ci-après).



Espace entre le bas de la porte et le sol

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La quantité de produits hautement inflammables présente dans la cellule 1 doit être abaissée dans les plus brefs délais. L'exploitant doit s'assurer qu'à tout moment les quantités de produits présentes dans toutes les cellules respectent les limites maximales autorisées à l'article 2 de l'arrêté complémentaire de 2017.

Il doit également être en mesure de pouvoir fournir ces informations rapidement et de manière fiable, afin que, en cas d'incident grave, les services de secours disposent immédiatement des données nécessaires pour intervenir en toute sécurité.

Concernant la capacité de rétention, l'exploitant devra procéder à la mise en adéquation du volume de la cuve de 53,38 m<sup>3</sup> avec les volumes réglementaires de 60 m<sup>3</sup>, ou le cas échéant, des mesures compensatoires ou des aménagements pour respecter la prescription en vigueur.

L'exploitant procède sans délai à la vidange de la rétention déportée et prend les mesures nécessaires pour s'assurer qu'elle reste vide en toute circonstance.

Il est recommandé de prévoir un essai de l'obturateur en interne, ou l'application d'une procédure dédiée, lors d'un exercice, afin de vérifier son bon fonctionnement et la réactivité du personnel en situation simulée.

Afin d'améliorer la sécurité incendie de la cellule 2, il est demandé de remplacer ou de renforcer les ouvertures actuelles par des dispositifs offrant une résistance coupe-feu d'au moins une heure. Des solutions envisageables comprenant des ouvertures spécialement conçues pour la protection coupe-feu, ou la mise en place de vitrages résistants au feu répondant aux normes en vigueur.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du degré coupe-feu 1 heure de la porte de la cellule n°2.

L'exploitant change la porte coupe-feu non efficace du local 2 et en informe l'inspection des installations classées lorsque (le justificatif de degré CF est joint à la preuve du remplacement).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Matériel de lutte incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 8.13.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

##### **8.13. - Matériel de lutte contre l'incendie**

L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- un réseau d'eau public de 3 poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée ou en réseau de robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie.
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
- des extincteurs de fumées doublés de commandes manuelles en partie haute de l'établissement .

**Constats :**

La visite de la cellule 1 a mis en évidence :

- le mauvais accès à l'un des RIA présents dans le local
- une dernière vérification d'extincteurs datant de 2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait réaliser sans délai le contrôle périodique annuel des extincteurs des 2 cellules de stockage lorsque la dernière vérification date de plus d'un an.

Pour ces 2 locaux de stockage, il transmet à l'inspection des installations classées les rapports de contrôles des extincteurs, des RIA, des portes coupe-feu et des systèmes de détection incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



## N°5 – Identification des produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 10.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

### 10.2 Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231.53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

Tous les réservoirs contenant des liquides inflammables ou des matières dangereuses stockés dans les cellules 1 et 2 ne disposent pas d'un étiquetage lisible identifiant le nom des produits et les classes de dangers correspondant (cf. photo ci-après).



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que l'ensemble des récipients de produits dangereux stockés portent de façon lisible le nom des produits et les symboles des catégories de dangers appropriés.

L'exploitant transmet, par ailleurs, les FDS des produits stockés au sein des cellules 1 et 2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois